



MARCHE PUBLIC A PROCEDURE ADAPTE

**FOURNITURE ET LIVRAISON DE REPAS EN LIAISON FROIDE
ENFANTS ET ADULTES
POUR LES ACCUEILS COLLECTIFS DE MINEURS
DU SIVU COLLINES DURANCE.**

N° de marché

2	0	2	4	-	0	1
----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------

DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES OFFRES

12 mai 2024 à 18h00

Règlement de la Consultation

Table des matières

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 2 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION	3
2.1 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	3
2.2 – ETENDUE ET MODE DE CONSULTATION	3
2.3 – DUREE DU MARCHE - DELAIS D’EXECUTION	3
2.4 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	4
2.5 - MODE DE REGLEMENT	4
ARTICLE 3 : PRESENTATION DES OFFRES	4
3.1 – UNITE MONETAIRE	4
3.2 – PIECES DES OFFRES	4
ARTICLE 4 : CONDITION DE REMISE DES OFFRES	6
4.1 – CONDITIONS ET DATE LIMITE	6
ARTICLE 5 : SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	6
5.1 – SELECTION DES CANDIDATURES :	6
5.2 – JUGEMENT DES OFFRES	6
ARTICLE 6 : SIGNATURE DE L’OFFRE	9
ARTICLE 7 : NEGOCIATION	9
ARTICLE 8 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	10
9.1 - DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	10
ARTICLE 9- PROCEDURES DE RECOURS – INSTANCE CHARGEE DES PROCEDURES DE RECOURS :	10

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION :

La présente consultation a pour objet la fourniture et livraison de repas en liaison froide enfants et adultes pour les accueils collectifs de mineurs du SIVU Collines Durance.

ARTICLE 2 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION :

2.1 – Contenu du dossier de consultation

- Le présent règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE)
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) (annexe de l'acte d'engagement à compléter et à signer par la personne ayant pouvoir d'engager l'entreprise)
- Le détail estimatif quantitatif (DQE)
- Le cahier des clauses administrative particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est disponible gratuitement
à l'adresse électronique suivante :
<https://www.marches-securises.fr>.

En cas de difficulté ou d'impossibilité de télécharger les pièces de la consultation le candidat peut contacter le SIVU Collines Durance à l'adresse courriel suivante :
corinne.bacchieri@sivucollinesdurance.com

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.

Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.2 – Etendue et mode de consultation

Marché de prestation de services, passé en procédure adaptée en application des dispositions de l'article R 2123-1 de la commande publique

2.3 – Durée du marché - Délais d'exécution

Le marché est établi pour une période de 12 mois à compter du 1^{er} juillet 2024.

Il pourra être reconduit 1 fois par reconduction expresse deux mois avant son échéance.

2.4 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **2 mois** à compter de la date limite de réception des offres.

2.5 - Mode de règlement

Le mode de règlement choisi par le pouvoir adjudicateur est le mandat administratif.

ARTICLE 3 : PRESENTATION DES OFFRES :

3.1 – Unité monétaire

L'unité monétaire est l'EURO.

3.2 – Pièces des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en Euros.

Chaque candidat aura à produire :

- L'acte d'engagement (AE) daté et signé comportant le cachet de l'entreprise,
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) daté et signé comportant le cachet de l'entreprise,
- Le détail quantitatif estimatif (DQE) (document non contractuel) daté et signé comportant le cachet de l'entreprise,
- Le cahier des clauses administrative particulières (CCAP) daté et signé,
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) daté et signé,
- Un mémoire technique présentant **la qualité environnementale de l'offre, la qualité des repas** (nutritionnelle et gastronomique) et **l'organisation matérielle affectée au marché.**

Qualité environnementale de l'offre : Appréciée sur la base d'un planning annuel pour l'approvisionnement des aliments.

Ce document devra comprendre :

- L'origine des aliments et modes de production des denrées. Le prestataire devra préciser dans son offre l'adresse du lieu de production des repas, la capacité totale en nombre de repas/jour confectionné, la capacité utilisable et disponible pour l'accueil de loisirs,
- Devra être mentionné clairement si le lieu de production appartient au prestataire ou si ce dernier en a l'usage,
- Dans ce cas, devra être indiquée et confirmée par le propriétaire (ou concédant) la durée de cette autorisation,
- Devront par ailleurs être précisés le ou les lieux de production de substitution,
- Labels, écolabels, certifications, normes et autres référentiels des denrées utilisées. détails),
- La nature des approvisionnements (précisions sur les filières utilisées notamment les circuits courts et filières respectueuses de l'environnement),
- Les quantités commandées par filière,
- Mode de transport et distance parcourue au cours du cycle de vie du produit,
- Alternatives à l'utilisation des contenants alimentaires de réchauffe et de pique-nique en plastique.

Qualité des repas (nutritionnelle et gastronomique) appréciée à partir de :

- La diversité des menus (description de menus sur 4 semaines),
- Le respect de la saisonnalité des aliments,
- L'utilisation de produits bruts en pourcentage dans les menus sur 4 semaines,
- La répartition frais/congelés/conserves en pourcentage dans les menus sur 4 semaines,
- Les techniques d'élaboration.

Organisation matérielle affectée au marché par rapport à la capacité totale en nombre de repas jour confectionnés appréciée à partir des :

- Moyens de livraison mis en place (personnel correspondant et nombre de camions),
- Solutions proposées pour faire face à un imprévu, (accidents routiers, embouteillages, intempéries, grèves, etc....) ,
- Modalités de suivi de la commande.

Justificatifs à produire :

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L.2142-1 – R.2142-3 – R.2143-3 – et R 2143-4 du code de la commande publique.

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise
Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser

- Un DC1 (dernière version en vigueur),
- Un DC2 ou document équivalent dûment rempli
 - Ces documents peuvent être téléchargés sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

**ou le Document Unique de Marché Européen (DUME) pour présenter sa candidature.
Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr**

- Les références de l'entreprise pour des prestations similaires à celles objet de la présente consultation,
- L'extrait Kbis de moins de 3 mois ou l'inscription à un registre de la profession,
- La délégation de pouvoir de signature datée et signée, si le signataire n'est pas le représentant légal.

Ces documents doivent permettre d'évaluer les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

ARTICLE 4 : CONDITION DE REMISE DES OFFRES :

4.1 – conditions et date limite

La transmission par voie papier n'est pas autorisée.

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-securises.fr/>

La date limite de réception des offres est arrêtée à :

12 mai 2024 à 18h00

Le choix du mode de transmission est global et irréversible.

Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts définies au présent règlement de la consultation (RC) comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Les documents déposés devront l'être à un format courant (type PDF).

L'utilisation de cette plate-forme est gratuite, toutefois, les frais d'accès au réseau et de signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

ARTICLE 5 : SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES :

5.1 – sélection des candidatures :

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans la cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

5.2 – Jugement des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 à R.2152-2 du code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation à conditions qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche toute offre inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Libellé	%
1-Prix	50
2-Valeur Technique	50

1 – Notation du critère prix (50 %) :

L'analyse des prix est faite sur la base du montant TTC du DQE (détail quantitatif estimatif).

Le meilleur coût se verra attribuer la note la plus élevée, soit 6. Les notes seront ensuite dégressives proportionnellement au meilleur prix selon la formule suivante :

$NP = (\text{meilleur prix} / \text{prix analysé}) \times 6$

NPp = (note prix pondérée) sera obtenue en appliquant la pondération suivante : 50%

2 – Notation du critère valeur technique (50 %)

Chaque sous critère sera noté sur une échelle allant de 1 à 6 selon le dispositif suivant :

Appréciation de la rubrique	Note
Très insuffisant	1
Insuffisant	2
Moyen	3
Assez bien	4
Bien	5
Très bien	6

La note de chaque sous-critère fera l'objet d'une pondération conformément aux pourcentages indiqués dans le tableau ci-dessous.

Sous-Critères	Description	Pondération
1	<p>Qualité environnementale de l'offre Appréciée sur la base d'un planning annuel pour l'approvisionnement des aliments issus de circuits courts</p> <p>Ce document devra comprendre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'origine des aliments et modes de production des denrées. - Labels, écolabels, certifications, normes et autres référentiels des denrées utilisées. (détails) - La nature des approvisionnements (précisions sur les filières utilisées notamment les circuits courts et filières respectueuses de l'environnement). - Les quantités commandées par filière. - Mode de transport et distance parcourue au cours du cycle de vie du produit. - Alternatives à l'utilisation des contenants alimentaires de réchauffe et de pique-nique en plastique. 	40 %

Sous-Critères	Description	Pondération
2	<p>Qualité des repas (nutritionnelle et gastronomique) Appréciée à partir de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La diversité des menus (menus sur 4 semaines) - Le respect de la saisonnalité des aliments. - L'utilisation de produits bruts en pourcentage dans les menus sur 4 semaines. - La répartition frais/congelés/conserves en pourcentage dans les menus sur 4 semaines. - Les techniques d'élaboration. 	40 %
3	<p>Organisation matérielle affectée au marché par rapport à la capacité totale en nombre de repas jour confectionné.</p> <p>Appréciée à partir des :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Moyens de livraison mis en place (personnel correspondant et nombre de camions) - Solutions proposées pour faire face à un imprévu, (accidents routiers, embouteillages, intempéries, grèves, etc....) - Modalités de suivi de la commande. 	20 %
Total		100%

NVTG (note valeur technique globale) sera calculée en additionnant les notes pondérées obtenues pour chacun des sous-critères.

Dans le cas où aucun candidat n'obtient la note valeur prix maximale (6), la note valeur technique (NVT) de l'offre (des offres) présentant la meilleure NVTG sera systématiquement portée à 6. Les notes des autres offres seront calculées suivant une règle de trois de façon proportionnelle à la meilleure NVTG, selon la formule :

$NVT = (NVTG \text{ analysée} \times 6) / \text{meilleure NVTG}$.

NVTp (note valeur technique pondérée) sera obtenue en appliquant la pondération du critère : 50%.

Synthèse des notes :

NOTE GLOBALE : La note globale du candidat est égale à la somme des notes pondérées obtenues pour chaque critère (Critère Prix et Critère Valeur technique) : $N = NPp + NVTp$

Le marché sera attribué à l'offre classée en première position.

Dans l'hypothèse où deux candidats seraient classés ex aequo, le marché sera attribué à l'offre ayant obtenu la meilleure note sur le critère prix.

Justificatifs à fournir par le candidat auquel il sera envisagé d'attribuer le marché :

Le marché ne peut être attribué au candidat dont l'offre a été retenue que si celui-ci produit dans un délai maximum de 10 jours les certificats et attestations conformément aux articles R 2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique

Si le candidat attributaire est un groupement d'entreprises, le mandataire devra produire un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement justifiant de sa capacité à intervenir en leur nom et pour leur compte.

S'il ne peut produire ces documents dans le délai imparti, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat éliminé.

Le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué. Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

Article 6 : SIGNATURE DE L'OFFRE :

L'Acte d'engagement devra être signé par l'opérateur ou le groupement auquel il est envisagé d'attribuer le marché.

Le ou les signataires doivent chacun avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente (candidat individuel, membre du groupement).

Plusieurs cas de figure sont possibles :

- Si l'opérateur économique se présente seul, il signe seul l'Acte d'engagement.
- Si l'opérateur économique est un groupement d'entreprises ;
 - Si le mandataire du groupement n'est pas habilité à signer l'offre du groupement, tous les membres du groupement devront signer l'Acte d'engagement.
 - Si le mandataire du groupement est habilité à signer l'offre du groupement, seul le mandataire signe l'Acte d'engagement. Il communique à l'acheteur les pouvoirs lui conférant l'habilitation signée par les autres membres du groupement, conformément à l'article « Justificatifs à fournir par le candidat auquel il sera envisagé d'attribuer le marché » du présent document.

Lors du dépôt par voie électronique, la signature devra être conforme au règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 dit « eIDAS ».

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

L'attention du candidat est attirée sur le fait que seuls les produits et services certifiés conformes au référentiel général de sécurité (RGS) pourront être acceptés dans le cadre du marché.

Article 7 : NEGOCIATION :

A l'issue de l'analyse des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier avec l'ensemble des candidats.

La négociation ne peut porter sur l'objet du marché ni modifier substantiellement les caractéristiques et les conditions d'exécution du marché telles qu'elles sont définies dans les documents de la consultation.

La négociation est conduite dans le respect des principes de transparence et d'égalité de traitement de tous les candidats.

Au terme des négociations, les offres sont à nouveau analysées au regard des critères de jugement des offres et classées.

Article 8 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES :

9.1 - Demande de renseignements

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil de l'acheteur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-securises.fr>.

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Article 9- PROCEDURES DE RECOURS – INSTANCE CHARGEE DES PROCEDURES DE RECOURS :

Tribunal administratif Marseille
22-24 rue Breteuil
13281 Marseille Cedex 06

Introduction des recours :

Précisions concernant les délais d'introduction des recours :

- recours en Un référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du code de justice administrative (CJA) et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Un recours en référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du code de justice administrative (CJA) et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser au Tribunal référencé.